

15, passage Dubail, Paris

## ABONNEMENTS

France, 1 an ..... 22 fr.

— 6 mois ..... 11 fr.

Etranger, 1 an ..... 40 fr.

— 6 mois ..... 20 fr.

Compte Chèque Postal

Bardin Alfred

N° 1907-81, Paris

# La Lutte Ouvrière

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste  
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4<sup>e</sup> Internationale

## CONTRE LE MUR D'ARGENT



Diffusez notre brochure

## LE GOUVERNEMENT DALADIER-BLUM & LES CHEFS COMMUNISTES CAPITULENT DEVANT LE MUR D'ARGENT

### FRONT UNIQUE DES OUVRIERS & DES PAYSANS contre la Réaction fasciste et contre les Chefs radicaux !

#### Comment briser l'offensive du Capital

A la dernière minute, nous apprenons que le gouvernement Daladier-Blum, et leur soutien le Parti communiste, viennent, pour s'accrocher à l'ombre du pouvoir parlementaire quelques semaines de plus, de capituler une nouvelle fois devant la réaction fasciste et l'impérialisme.

La faillite avouée par eux-mêmes. La situation est caractérisée par la faillite complète de l'expérience « de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste », des chefs socialistes alliés aux radicaux, appuyée par les chefs communistes « initiateurs » de la dite expérience.

Les hommes du capitalisme pourrissant, les 200 familles, leurs laquais, la réaction fasciste, les chefs radicaux, exploitent de leur mieux par une contre-offensive farouche, les résultats de la collaboration de classes des chefs socialistes, communistes, syndicaux.

Ces résultats de l'expérience ne peuvent plus être niés par les intéressés eux-mêmes.

La balance commerciale accuse un déficit de 9 milliards. Le fameux Emprunt de la Défense nationale, est descendu au-dessous de 91 francs. La statistique la plus réactionnaire, celle des indices, révèle une augmentation du coût de la vie de plus de 30 % pour les denrées de première nécessité.

La théorie de la reprise reçoit un coup droit de la part de ses auteurs eux-mêmes. Ils justifiaient la reprise, tout particulièrement par les « rentrées fiscales ». Mais, les moins-values fiscales avouées sont de 10 %, et le Gouvernement est obligé de décréter cinq milliards d'impôts nouveaux sur le dos des pauvres. Le Trésor est à sec. Il faut près de dix milliards pour l'échéance d'octobre. Le déficit probable sera de trente milliards. Les monstrueuses dépenses pour le compte des marchands de canons absorbent de l'aveu de Vincent Auriol, 50 % du budget.

#### Les deux camps.

Quelle est la position, telle qu'elle s'est révélée officiellement dans cette crise, dans les deux camps aux prises : le camp impérialiste, le camp officiel des chefs socialistes-communistes et des chefs syndicaux étroitement subordonnés à ces derniers. Le camp impérialiste s'est renforcé singulièrement. Il a unifié ses forces (la Banque de Paris, et les « 200 familles », de Wendel-Rothchild-Moreau), il dispose de la réaction fasciste d'une part, des chefs radicaux et du Sénat radical, d'autre part. Il agit, à l'extérieur du gouvernement par l'offensive financière, et économique (les actes de sabotages, les licenciements se multiplient), par ses bandes fascistes de Doriot et de La Rocque, par ses partis réactionnaires. A l'intérieur du Gouvernement, il agit par le chantage à l'ordre et à la « liberté » (sic), des chefs radicaux Daladier-Herriot-Chautemps-Staviski et Cie.

L'objectif immédiat : une politique à poigne pour torpiller définitivement les conquêtes de juin, pour réprimer féroce l'action ouvrière, pour empêcher l'action pour le contrôle sur l'embauche et la débauche, pour imposer les charges sur le dos des pauvres.

Première étape : un gouvernement de concentration avec les radicaux, pour inaugurer la politique à poigne.

Deuxième étape : le gouvernement de la réaction fasciste.

Telle est la volonté, des vrais maîtres de la France.

Avant de balayer, au moment le plus favorable (prévu pour l'échéance d'octobre) le gouvernement Blum, la réaction lui impose de prendre la responsabilité des impôts contre les pauvres.

#### Dans le camp officiel du Front Populaire.

Les chefs socialistes, qui ont fait des phrases contre l'offensive réac-

tionnaire, ont choisi, comme solution : accepter la volonté de l'ennemi, sur les ordres directs des radicaux, accepter de combler le déficit engendré par la crise capitaliste, par le sabotage du patronat, en faisant payer les pauvres : cinq milliards d'impôts nouveaux, portant essentiellement sur la consommation, les timbres, le tabac, les allumettes, les transports. Il provoque par ces mesures, une nouvelle augmentation du coût de la vie de 20 %, sans compter les répercussions de l'emprunt et de l'inflation » provenant des avances au Trésor. A cette condition, les radicaux au pouvoir, consentent à ne pas démissionner. Ainsi le gouvernement, par le courtier radical, vend une fois de plus les masses à l'impérialisme.

Et à ce marché le « Parti Communiste », vient, une fois de plus, de participer dans les actes, dans les votes.

L'attitude du Parti Communiste. Les chefs « communistes » ont joué le jeu classique des social-démocrates dans le rôle de soutien parlementaire du gouvernement capitaliste.

Ils n'ont fait que des phrases qui les accablent d'autant plus. Avant de voter en définitive, pour les mesures de spoliation des pauvres, et de capitulation devant le mur d'argent, ils ont eu le cynisme d'avouer que ces mesures pour lesquelles, ils allaient voter étaient celles de la réaction fasciste et des 200 familles.

Au cours de la crise, le Parti dit Communiste, a réclamé sa participation au gouvernement. Si cette revendication, n'est pas une simple manœuvre parlementaire, destinée à servir d'alibi aux banqueroutiers, elle signifie ceci : Les chefs « communistes », initiateurs de l'expérience de renflouement du régime, qui avaient jusqu'à ce jour pratiqué le ministérialisme perfide dans les couloirs, veulent désormais pratiquer le ministérialisme ouvertement.

Soit ! Les ouvriers communistes, comprendront ainsi, plus vite, et plus clairement la trahison de leurs chefs laquais des radicaux, et de la bureaucratie soviétique.

Leur projet de faire « payer les riches » par une simple augmentation d'impôts (imitée de l'Income Tax de Sa Majesté l'Impérialisme britannique) s'avèrera ainsi à la pratique, une nouvelle et sinistre plâsterie, sur le dos des ouvriers.

(Lire la suite page 4)

#### soutenez le P.O.I.

#### pour battre DORIOT

La liste du P.O.I. mène le bon combat, sur le terrain de classe contre Doriot.

Elle montre la voie de la lutte victorieuse contre les agents fascistes du capital.

C'est précisément pourquoi, le maire fasciste et voleur lui refuse les salles municipales, où ne les lui donne que quelques heures avant les réunions, pour que nos camarades ne puissent pas les utiliser.

Chaque ouvrier d'avant-garde doit soutenir la lutte révolutionnaire contre Doriot. Il doit souscrire à nos listes « Pour battre Doriot ».

Nos camarades belges, ont ouvert une souscription pour nous aider. Bravo !

Les militants révolutionnaires manifesteront leur volonté d'action directe, en votant pour la liste du P.O.I., en se mobilisant autour de notre Parti pour préparer la révolution socialiste, seul moyen d'en finir avec le capitalisme et le fascisme !

#### LE P.O.I. au Peuple travailleur de France

Une fois de plus le gouvernement Blum capitule ignominieusement devant les 200 familles et le grand capitalisme. Pas à pas les bandits de la finance et de l'industrie, les Moreau et les Finaly, les Mandel et les Mercier continuent leur offensive contre les travailleurs. Les affameurs travaillent sans relâche à faire abandonner aux ouvriers les conquêtes importantes de juin. Ils sabotent les quarante heures, licencient et lock-outent en masse les ouvriers, exigent l'augmentation du rendement du travail.

Ils organisent maintenant la faillite financière, afin de faire retomber sur les pauvres le poids de leurs monstrueux bénéfices et de leurs dépenses de guerre. Blum-Auriol et Cie ont été les serviteurs dociles des radicaux, cent fois traités aux classes moyennes. Après avoir payé l'emprunt de la « pause » du sang des ouvriers de Clichy, Blum fait voter 5 milliards d'impôts nouveaux sur le dos des consommateurs (impôts sur les cigarettes, le prix des chemins de fer, des postes, etc...). Cette mesure criminelle est offerte par Blum aux 200 familles en signe de bonne entente, mais elle ne peut en rien servir à rétablir les finances de l'année. Ces 5 milliards d'impôts sont exigés du grand capital en échange de son aide pour maintenir debout le gouvernement impuissant de Blum.

Les travailleurs ont appris avec une colère violente ce nouvel agencement devant le mur d'argent. Ils savent que les sociétés capitalistes augmentant leurs affaires et leurs bénéfices, que des milliards sont dépensés en indemnités, en commandes de guerre. Ils savent que Blum est l'instrument de la Banque, que Cot est l'instrument des Sociétés d'Aviation, que Daladier est l'instrument de l'Etat-major réactionnaire, etc... Ils refusent après avoir été volés par la hausse des prix et par la dévaluation, de faire à nouveau les frais d'une crise due seulement à la soif de profits du grand capitalisme.

Les brasseurs d'affaires, les détenteurs d'or, ont fait des fortunes. Les Banques ont gagné des millions dans les emprunts, les grands industriels continuent à entasser les bénéfices scandaleux — mais le pouvoir d'achat ouvrier a baissé, les chômeurs attendent, les vieux n'ont rien. Les appels pathétiques de Blum et Auriol ne sont que des palinodies. En réalité, ils trompent les ouvriers et comptent sur le grand capital pour continuer leur « expérience ».

Le Parti Socialiste, au sein duquel toute opposition s'est tue, se fait maintenant comme hier l'instrument de mesures contre les travailleurs, dont la grande bourgeoisie préfère pour l'instant lui laisser la responsabilité. Est-ce cela que voulaient les masses ouvrières qui ont applaudi aux débuts du gouvernement Blum ?

#### La Capitulation Staliniste

Le Parti « Communiste » vient lui aussi de se vautrer dans la même capitulation honteuse devant le grand capital. Il a voté les 5 milliards d'impôts pour les travailleurs, il a accordé sa confiance « sans éclipse » à ce gouvernement qui trahit avec un cynisme inouï ses promesses. Il montre ainsi qu'il n'est pas guidé par l'intérêt du prolétariat, mais qu'il est soumis à la politique de la bourgeoisie, qui commande.

Cependant, le Parti Communiste s'est livré à une manœuvre qu'il faut expliquer. Devant le mécontentement grandissant des travailleurs, il a fait semblant de s'opposer aux mesures financières décrétées par Blum et Auriol. Il a affirmé qu'il ne les voterait pas, et de nombreux ouvriers ont cru voir là l'indice d'un redressement de la politique de ce parti. Mais il les a quand même votés, et, en même temps, il s'est déclaré prêt à entrer dans le gouvernement capitaliste.

La raison immédiate de cette manœuvre est la crainte du P. C. de faire voir son vrai visage devant les travailleurs ; l'autre raison est le mécontentement de Staline devant la politique extérieure française. Staline et la Guépéou, qui commandent les chefs du P. C., veulent contre-carrer toute politique bourgeoise d'entente avec l'Allemagne. Il est donc

(Lire la suite page 4)

#### Expropriation de de Wendel Moreau Finaly !

Le groupe Finaly a été balayé de la Banque de Paris et des Pays-Bas par le groupe Moreau, de Wendel, Schneider et Cie.

Nous avons déjà attiré l'attention sur cette lutte de clans dans le régime capitaliste, montré sa signification et aussi sa relativité. Les deux clans se réconcilient toujours sur le dos des ouvriers, ce qui prouve qu'il est criminel, comme le font les chefs du Front populaire de soutenir l'un contre l'autre. La signification du coup Moreau contre Finaly est à la suite de l'expérience des clans capitalistes antagonistes, banque d'affaires (Banque de Paris et des Pays-Bas), d'une part, et les 200 Familles (les régents décauchonnés mais non dépossédés) se sont unifiés et réconciliés sur les bases de la solution politique de la réaction fasciste pour écraser par la violence les organisations ouvrières. Finaly a perdu une très grande partie de sa puissance et sa chute personnelle n'est qu'une des contradictions accessoires du regroupement des forces. L'« Humanité » et le « Populaire » par des articles misérables uniquement consacrés à Moreau, soutiennent en fait Finaly-Mercier. Politique de trahisons et de crétins, car les Finaly et les Mercier tout en gagnant des millions avec la politique du Front populaire, se préparent eux aussi à les conserver par les chiens de gardes fascistes. Tandis que le groupe Moreau de Wendel soutient Doriot, eux ils soutiennent La Rocque. Laissons aux patriotes Vaillant-Couturier le soin de se féliciter de l'attitude soi-disant honnête des Croix de feu, tandis que cette même canaille hurle à la mort contre les « Trotskystes ».

Et dégageons de la lutte des clans capitalistes les conclusions de tout révolutionnaire. On cherche de l'argent ? Qu'on exproprie et qu'on emprisonne les Moreau, de Wendel, Schneider et les Finaly-Mercier, les vrais maîtres de l'offensive patronale et de la réaction fasciste, de la presse pourrie, Havas, Le Journal, l'Euvre et Cie. Telle est la seule voie de lutte contre le fascisme et contre les 200 Familles.

Notre Meeting du PETIT-JOURNAL

#### Le P.O.I. aux côtés des des Travailleurs Nord - Africains

La police avait arraché consciencieusement nos affiches, et à plusieurs reprises. Tous les efforts avaient été fournis pour saboter notre meeting. C'est qu'il s'agissait d'affaire d'importance. L'impérialisme n'aime guère que l'on se préoccupe des couches les plus offensées, les plus exploitées de la grande masse misérable des ouvriers et paysans coloniaux. D'autant plus que le gouvernement Blum fait bien sa besogne et qu'il a déjà singulièrement réussi à creuser un fossé entre ouvriers français et nord-africains. Et dans cette tâche il est hautement soutenu par l'appareil stalinien, tous les petits Thorez et les petits Cachin qui veulent une « France forte » et de bons émoluments bureaucratiques.

N'a-t-on pas, tout dernièrement, Eh bien, malgré ces messieurs, malgré leur police, nos camarades étaient réunis, ce vendredi soir, au meeting du « Petit Journal ». Tout le sens de ce rassemblement était de commencer une offensive, de dresser un barrage contre les déceptions, le scepticisme que fait monter partout dès maintenant la fameuse « expérience Blum » et qui facilite singulièrement la tâche des Doriot et de La Rocque. Les couches les plus opprimées et les plus faibles sont le bilan désastreux de la collaboration premières à ressentir fortement les premières à se regrouper pour une lutte révolutionnaire d'envergure. C'est ce que notre meeting a commencé.

Les camarades ont rapidement dressé un tableau de la famine en Afrique du Nord. Le Front Populaire avait annoncé le Pain et la Liberté. Les faits répondent aujourd'hui par la faim, par des camps de concentration d'affamés, par les morts de Melalou, par une audace toujours plus grande des bandes fascistes.

Au nom du Parti du Peuple Algérien, le camarade Messali rappela comment dans le passé l'Etoile Nord-Africaine s'était pleinement solidarisée avec les ouvriers français, les espoirs qu'avaient fait naître dans les rangs des coloniaux l'avènement du Front Populaire, comment aux

(Lire la suite page 4)

#### 5 ans de prison à notre camarade Ngyen Van-Cu

du « Militant », de Saïgon !

Tha Thu Thau, Tao et Mai sont toujours emprisonnés à Saïgon.

Les travailleurs de France exigent la libération des emprisonnés, la suppression des bagnes coloniaux, la liberté de presse aux colonies.

Moutet continue ! Le tribunal correctionnel de Saïgon vient de condamner notre camarade Ngyen Van Cu à cinq ans de prison, par défaut, pour « avoir publié dans LE MILITANT des articles de nature à provoquer la haine du gouvernement ».

C'est l'application de l'article 91 du Code pénal modifié à l'usage de l'Indochine. On s'attend à ce que Ngyen soit à nouveau convoqué pour une nouvelle inculpation.

Le camarade Ngyen est un bolchevik-léniniste depuis de longues années. Il fut étudiant en France. Il entra en Indochine en 1934. Plus tard il devint gérant du journal des bolchevik-léninistes indochinois, LE MILITANT, le courageux et magnifique journal de nos camarades.

La répression s'étend d'ailleurs tous les jours. Brévié, Moutet frappent sans distinction tous les militants ouvriers ; même les staliniens qui essayent de se protéger sous le voile

du Front Populaire. Le Front Populaire, en Indochine, c'est la matraque, la répression pour les travailleurs indigènes !

Un Congrès syndicaliste, tenu au début de juin à Saïgon, a subi le même sort. 62 travailleurs syndiqués y ont été arrêtés. C'étaient tous des délégués d'usines. On dut les relâcher sous la menace d'une grève générale. Juste après, une vingtaine de staliniens ont été arrêtés, bien que leur journal L'AVANT-GARDE nous dénonce à la répression en justifiant l'accusation « d'agitateurs professionnels ». Malgré cela la lutte continue. Fin mai eut lieu une grève des Halles de Hanoï, le gouvernement a instauré un véritable état de siège et réquisitionné les marchandises. Plusieurs journalistes ont été arrêtés. Un imprimeur est incarcéré pour avoir imprimé deux journaux légaux et Front Populaire. Le journal RASSEMBLEMENT, purement Front Populaire vient d'être interdit.

Il faut réveiller parmi les travailleurs français une vague de révolte contre cette criminelle politique de Moutet aux ordres de La Rocque !



# LES LUTTES INTERNATIONALES

## Les crimes de Staline

### Après avoir écrasé le Parti Staline décapite l'Armée Rouge

« Après le procès de Zinoviev, Kamenev, Radek et Platakov, celui de Trotsky à l'interview donnée dimanche le commencement de la fin de la dictature stalinienne », concluait Trotsky à l'interview... donnée dimanche à un représentant de l'agence Havas.

Que signifie le jugement sommaire et l'exécution de sept chefs de l'Armée Rouge ?

Toukhatchevsky, Kork, Yakir et les autres étaient accusés d'espionnage et de sabotage au profit d'un Etat étranger, que la presse moscovite a désigné sans équivoque. C'est la première fois dans l'histoire qu'une accusation de ce genre est émise contre une bonne moitié des chefs suprêmes de l'Armée d'un pays !

Cet événement est caractéristique pour l'état d'esprit développé par le régime stalinien.

Mais, comment pourrait-on admettre une seconde que des hommes qui furent avec Trotsky les créateurs de l'Armée Rouge, qui participaient à tous les privilèges dont le régime stalinien avait doté l'Armée, dont certains, comme Toukhatchevsky, comme Yakir étaient connus comme particulièrement dévoués au régime y compris à la bureaucratie stalinienne, comment et pourquoi ces hommes se seraient-ils mis à la solde de l'espionnage allemand ?

D'ailleurs, il faut souligner qu'une fois de plus, dans la mise en scène du procès des généraux, la Guépéou a utilisé le procédé de l'amalgame. A côté d'hommes arrêtés tout récemment d'autres qu'on accusait simplement d'espionnage, on avait placé des hommes comme Poutina, arrêté depuis des mois sous l'inculpation de liaison avec le « centre parallèle trotskyste ». Gamarnik, qui s'est suicidé une semaine avant le procès, a été également qualifié par la presse stalinienne de « vil trotskyste ».

Or, après le jugement de Toukhatchevsky et des autres, pas un mot ne fut dit, ni dans les communiqués officiels, ni dans la presse, sur les soi-disant liaisons trotskystes de certains accusés. La Guépéou n'a-t-elle pas changé d'avis et trouvé que la thèse du simple espionnage était plus profitable à la dictature stalinienne que celle du « terrorisme trotskyste » ?

D'ailleurs, ces dernières semaines, la presse soviétique est pleine d'articles documentaires sur l'espionnage en U.R.S.S. et dans divers pays. Ce nouveau chef d'accusation ne serait-il pas dû à l'échec de la thèse du « trotskysme » devant l'opinion publique mondiale et même devant l'opinion publique soviétique, pour autant que celle-ci existe ?

Si la thèse de l'accusation concernant Toukhatchevsky et ses co-accusés était juste, quel témoignage de la corruption des esprits engendrée par le régime stalinien ne constituerait-elle pas !

Si elle est fautive, et tout indique qu'elle l'est, tout absolument tout, particulièrement en ce qui concerne le chef d'espionnage, la dictature terroriste de la bureaucratie stalinienne s'est démasquée une fois de plus.

Tout indique que l'accusation est fautive disons-nous. D'abord, la personnalité des accusés, tous membres du Parti Communiste depuis 1917 (Gamarnik l'était depuis 1915), presque tous ayant joué un rôle de premier plan dans la guerre civile et occupant les plus hauts postes.

Titres, faveurs, puissance, rien ne leur manquait ! Pourquoi se seraient-ils mis à la solde de l'espionnage allemand et auraient-ils travaillé à la restauration du capitalisme alors qu'ils étaient les enfants chéris du régime ?

Non, c'est d'autre chose qu'il s'agissait !

Les exécutions, arrestations, révolutions entreprises en masse par la dictature stalinienne depuis près d'un an et dans les domaines les plus divers de la vie soviétique sont les symptômes d'une opposition de plus en plus marquée de la population au régime autocratique de Staline, opposition qui a pénétré profondément toutes les couches des masses laborieuses de l'U.R.S.S. Sans doute, cette opposition est encore éloignée de toute expression concrète, de toute forme d'organisation.

Mais, il suffit aux chefs de file de la bureaucratie stalinienne que l'on ne soit pas un adorateur enthousiaste du « guide des peuples » pour être qualifié d'« agent de l'espionnage nippo-allemand » et de « trotskyste ». En ce qui concerne les généraux exécutés, l'opposition a incontestablement pris une forme plus accentuée et fut d'ailleurs provoquée par des facteurs différents.

Dans l'interview, donnée à l'agence Havas, L. Trotsky déclarait : « Quand l'ensemble de la bureaucratie est complètement indépendante du peuple, la bureaucratie militaire s'efforce de devenir indépendante de

la bureaucratie civile. C'est ainsi qu'un conflit entre le Bureau politique et Vorochilov, d'une part, et la fleur du commandement soviétique, d'autre part, se trouve à la base du dernier procès. »

Sentant le terrain se dérober sous ses pieds, Staline ne voit pas d'autre moyen de réduire même les luttes de cliques, que de supprimer les intéressés. Et quoiqu'en dise la « Pravda », l'événement est nettement un aveu de faiblesse du régime bonapartiste !

D'ailleurs un autre fait vient confirmer la thèse de L. Trotsky. C'est le rôle joué dans l'affaire par Vorochilov.

C'est ce dernier qui a présenté au Conseil militaire qui s'est tenu du 1<sup>er</sup> au 4 juin, le rapport sur la « trahison contre-révolutionnaire » dans l'Armée et ce sont les gens qu'il avait désigné pour remplacer les généraux en disgrâce qui ont constitué le tribunal. Les intéressés sont jugés !

Vorochilov ne songe à rien moins que de recueillir la succession de Staline, tremblant sur son piédestal. Mais, pour y parvenir, il lui est indispensable de supprimer toute concurrence et toute possibilité d'opposition dans son entourage immédiat.

C'est donc par une lutte au sein de la bureaucratie russe même que semble s'expliquer sept exécutions de généraux.

Quelle a été la réaction de la population soviétique ? La presse stalinienne de ces derniers jours fut consacrée presque uniquement à la publication d'innombrables résolutions d'ouvriers, de soldats, d'artistes approuvant l'exécution des « agents du fascisme ».

Est-ce l'impression de la pensée des larges couches populaires ? C'est le dévouement à l'œuvre de la « campagne d'épurations » entreprise depuis quatre mois par la dictature stalinienne qui va nous le montrer. Car, c'est cette dictature même qui révèle par ses actes sa faiblesse !

C'est le commencement de la fin du régime de Staline, qui ruine les conquêtes d'octobre, qui ne se maintient qu'en réprimant féroce les ouvriers.

A l'action contre la répression stalinienne.

Soutenons les efforts de la Commission d'Enquête chargée de faire la lumière sur les crimes de Staline.

## Réponse à une saleté !

La direction de l'Union anarchiste n'a pas eu de peine à manifester cette année, au Mur des Fédérés.

Nous avions proposé aux camarades anarchistes de manifester en commun dans le cortège, avec nos mots d'ordre et drapeaux respectifs, dans le double but d'y apporter un élément révolutionnaire démonstratif et faire échec aux provocations stalinienne qui n'eurent pas manquer de se développer comme l'an dernier.

« Les camarades anarchistes ont refusé. »

Refus également de faire en commun une manifestation séparée.

Nous avons donc fait, la Manifestation au Mur le 6 juin et nous avons eu le plaisir d'y voir un certain nombre de camarades anarchistes.

Pourquoi dans de telles conditions des deux notes du *Libertaire* du 10 juin, intitulées « Petits Drapeaux » et « Mots d'ordre », où il est sous-entendu que les trotskystes par leurs mots d'ordre et attitude sont disposés à l'obéissance passive vis-à-vis de la police.

Pourquoi cette petite saleté bien inutile.

Ne serait-il pas préférable de conjuguer nos efforts contre nos ennemis communs.

La direction de l'U. A. qui s'insurge contre le mot d'ordre « A bas les chefs radicaux », mot d'ordre qui procède d'une tactique assez analogue à celle des bolcheviks en 1917, devrait plutôt s'insurger avec la plus grande vigueur contre la participation des ministres anarchistes Montseny et G. Oliverier au Gouvernement de Valence aux côtés de ces mêmes ministres radicaux et socialistes. Ils ont par leur attitude lors des événements de Barcelone en Mai dernier, concouru à briser l'offensive des ouvriers révolutionnaires de Catalogne.

Il est vraiment fâcheux que cette intransigence de langage s'accompagne ainsi dans les actes, du plus plat opportunisme. Ce phénomène n'est pas pour nous surprendre.

## COMMENT DÉFENDRE LA REVOLUTION ESPAGNOLE ?

### La « Gauche Révolutionnaire » brise le « Comité de la Révolution espagnole »

Ainsi que nous l'avons déjà exposé, le P.O.I. et les J.S.R. avaient adhéré au « Comité pour la Révolution espagnole ». Ce Comité groupait les membres de l'Ex-Gauche Révolutionnaire, les représentants du P.O.U.M., le groupe « Que Faire », l'Union communiste, le C.A.S.P.E., et des groupes du Bureau de Londres (Maximalistes Italiens, S.A.P.), plus diverses soi-disant personnalités.

Le P.O.I. adhéra à ce Comité afin de l'entraîner dans une action effective contre le blocus, contre la politique de médiation et d'étranglement de la Révolution espagnole par le gouvernement français, pour le soutien des révolutionnaires en Espagne.

Malgré nos efforts, le Comité refusa d'entrer dans cette voie. Avec des difficultés considérables, nous avons tenu quelques réunions de quartier, et diffusé un certain nombre de tracts. Mais, les événements montrèrent que les autres tendances, fidèles à la position du soutien du gouvernement Blum, sabotaient toute action efficace.

Notre délégation, décidée à mettre en lumière les responsabilités des uns et des autres, a déposé alors une lettre dont nous reproduisons ci-dessous l'essentiel.

Mais on ne consentit à faire à nos propositions aucune réponse. Au contraire, à la suite de l'Assemblée dont nous avons rendu compte dans notre dernier numéro, la G.R. et le délégué du P.O.U.M. posa la question de la collaboration avec le P. O. I.

Nous ne résumons que les conclusions du débat :

La déléguée du P.O.U.M. exigea que tous les participants du Comité s'inclinent devant la politique de ce parti. Cette prétention se heurta à notre volonté d'exiger la défense de tous les révolutionnaires en Espagne, avant tout les bolcheviks-léninistes, la gauche anarchiste, les militants du P.O.U.M., tout en conservant notre droit de critique le plus étendu vis-à-vis des directions politiques : d'autre part, la représentante du P.O.U.M., mandatée par le Comité exécutif de ce parti, déclara qu'elle ne pouvait travailler qu'avec les éléments du P.S. qui se séparaient des « trotskystes ».

A la suite de la discussion, votèrent pour la séparation d'avec le P. O. I. : les ex-G.R. (Collinet, Kahn, Fourrier, Schmeirer), le P.O.U.M., les maximalistes (le S.A.P. s'abstint). L'Union Communiste déclara se retirer du Comité refusant de continuer à collaborer avec la Gauche Révolutionnaire. Le groupe « Camarades » qui prenait une position analogue à celle du P.O.I., fut empêchée de voter. Finalement, le Comité se sépara, et seuls restèrent réunis le P.O.U.M., les socialistes et le S.A.P. Il ne s'agit donc plus aujourd'hui d'un Comité pour la Révolution espagnole, mais d'un Comité privé du P.O.U.M. appuyé sur la « gauche » socialiste.

Dans notre prochain numéro, nous ferons connaître les dispositions prises par notre parti pour réorganiser l'action en faveur des véritables défenseurs de la Révolution espagnole.

## Déclaration adressée au Comité

Si nous voulons donner au Comité une possibilité d'activité il devient indispensable de faire l'examen des causes de sa carence et parmi celles-ci : sa composition politique.

a) La Gauche Révolutionnaire depuis sa dissolution : Les camarades ex-membre de la G.R., conformément à la position politique adoptée, déclarent ne plus pouvoir participer à aucune tâche extérieure, ni engager publiquement leur responsabilité.

b) Le C.A.S.P.E. traverse une crise correspondante, en outre des éléments comme Zyromski se déclarent maintenant ouvertement pour le P. S. U. C. c'est-à-dire aux côtés des massacrés des révolutionnaires de Barcelone.

L'appartenance au Comité de tels éléments ne saurait être admise plus longtemps. D'ailleurs depuis plusieurs semaines le camarade Prader, secrétaire du G.A.S.P.E. ne vient plus au Comité.

Les camarades de « Que Faire » à propos des récents événements de Barcelone adoptent une position équivoque entre la politique staliniste et la politique marxiste. Là encore nécessité de clarifier nos positions respectives dans le but de favoriser une collaboration sérieuse.

Il est démontré que le Comité n'a pas apporté l'appui qu'il devait aux révolutionnaires espagnols. Cette situation ne saurait durer sans entraîner la mort du Comité. Malgré des affirmations de solidarité maintes fois répétées avec le P.O.U.M. les faits indiqués ci-dessus démontrent que ces affirmations restent verbales. Il importe donc de procéder à une réorganisation du Comité et en outre de lui fournir des appuis politiques en France d'un caractère nettement déterminé.

Nous proposons donc à l'issue de la Conférence d'Information projetée de procéder à la révision de sa composition, de son organisation ainsi qu'à l'élection d'un nouveau secrétariat en tenant compte de l'existence réelle des organisations.

Reprenant le projet d'organisation d'un meeting public et engageant la campagne sur la base de la lutte contre la médiation.

Dénommant nettement le Comité avec engagement politique public des organisations ou personnalités participantes.

Liaisons plus soutenues et plus régulières avec le P.O.U.M.

Dans toute cette activité commune il importera de s'exprimer nettement sur les responsabilités encourues par les organisations politiques françaises par le gouvernement de Front Populaire, ainsi que par le Parti Communiste et l'U.R.S.S. Souligner sans détour le rôle contre-révolutionnaire joué par ces organisations.

## Le bureau de Londres renonce à la Conférence de Barcelone

Nos lecteurs ont été tenu au courant du projet de Conférence Internationale décidée en août 1936 par le P.O.U.M. et le Bureau de Londres. Le Bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale avait décidé de participer à cette conférence, pour y confronter devant les ouvriers espagnols la plate-forme du marxisme révolutionnaire avec les tendances centristes qui s'épanouissent dans les partis du Bureau de Londres.

La conférence avait été primitivement décidée pour janvier 1937. Le Bureau pour la IV<sup>e</sup> avait adopté à ce sujet une résolution, et publié des thèses qui devaient être soumises à la discussion. La Lutte Ouvrière publia ces documents en décembre dernier.

Mais janvier passa sans conférence. Car au même moment, le P.O.U.M. se trouvait embarqué dans la galère gouvernementale avec la bourgeoisie catalane.

Le P.O.U.M. déclara ensuite de remettre la conférence à mai, puis à juin. Malgré cela, et malgré nos demandes, aucune préparation. Le B. de Londres ne publia pas le moindre Bulletin, ni thèse. Il était clair à nos yeux que l'ordre du jour embarrassait singulièrement la direction du P.O.U.M. En effet, il s'agissait, selon les « décisions » de la précédente conférence de Bruxelles, de la question russe, et de la plate-forme politique de la nouvelle internationale, qui se lisait à tous les problèmes de la révolution espagnole.

Les directions centristes craignaient toute discussion avec les bolcheviks-léninistes. Certains groupes (comme le G.A.P.), refusaient même toute participation « trotskyste ». La direction du P.O.U.M., qui n'avait jamais pris la conférence au sérieux, ne fit rien pour la préparer.

En fin de compte, le P.O.M. annonça à grand fracas que la conférence se tiendrait le 19 juillet, en vers et contre tout. Un article en ce sens fut publié dans « La Bataille ». Cependant, toujours rien de fait sur la préparation. Dans un article, Gorkin publia soudain un règlement de la conférence, et un nouvel ordre du jour, sans consulter aucune des organisations participantes. Il faisait sauter la question russe et la plate-forme de la nouvelle internationale, et inscrivait seulement le « soutien » de la révolution espagnole (et non ses leçons politiques) et des généralités sur la guerre et le fascisme. Mais l'encore de cet article était à peine sèche que le Bureau de Londres finit par se décider à renoncer à la Conférence.

Voici en effet, ce qu'on lit dans le *New Leader*, organe de l'I.L.P. anglais, du 11 juin :

« La semaine dernière le Bureau a été d'opinion qu'il n'était pas possible dans les circonstances actuelles de réunir la conférence sur la base originelle, mais il a aussi estimé qu'il était très désirable de tenir une Conférence internationale aussitôt que possible pour encourager l'action commune, à la fois en Espagne et en dehors, avec les forces de la classe ouvrière qui sont décidées non seulement à mener la lutte contre les fascistes en Espagne, mais à défendre les conquêtes des ouvriers, à s'opposer à toute suppression des organisations révolutionnaires, et à développer la lutte antifasciste vers la révolution sociale.

« Il fut décidé d'envoyer une délégation représentative en Espagne pour s'entretenir avec le P.O.U.M., la C.N.T. et la Gauche de l'U.G.T., au sujet des possibilités d'une telle conférence à Barcelone. Si Barcelone apparaît impraticable, on examinera la possibilité de tenir la Conférence à Paris. le 19 juillet, aussitôt que possible ensuite. Il y a des difficultés techniques évidentes ; le Bureau a décidé de les examiner avec soin et en détail. »

Pas besoin de nombreux commentaires. Nous déclarons que ce n'est nullement pour des raisons techniques que la Conférence prévue est repoussée sine die. Dans des circonstances plus difficiles encore, les partis révolutionnaires (et en particulier les bolcheviks) ont su réunir des conférences (qui peuvent très bien se passer du théâtre et de la parade qui plait tant au Bureau de Londres. Ces difficultés pouvaient aisément être surmontées, surtout au printemps.

La vraie raison de cette odyssee pitoyable de la Conférence de Barcelone, c'est l'effondrement politique intérieur des partis centristes, et leur crainte de discuter ouvertement devant les ouvriers avec les bolcheviks-léninistes.

La IV<sup>e</sup> Internationale, qui se développe malgré la répression grandissante, saura trouver les moyens nécessaires pour permettre à l'avant-garde de tirer, sur le terrain international, les leçons politiques et d'organisation de la révolution espagnole, de l'attitude des partis réformistes stalinistes, et de ceux du Bureau de Londres.

## Les miliciens trotskystes protestent

Sans justification, une dizaine de miliciens bolcheviks-léninistes vient d'être renvoyés du front contrôlé par le P.O.U.M.

Il n'y a pas de doute que cette répression est faite uniquement pour étouffer notre propagande révolutionnaire et empêcher la diffusion de nos publications sur le front.

Par la présente note nous voulons simplement faire connaître la véritable physionomie de la bureaucratie petite bourgeoise qui règne en maître dans le P.O.U.M. et dissiper des illusions que certains éléments révolutionnaires se font au sujet de ce Parti.

Il est inutile de rappeler que depuis le 19 juillet de nombreux camarades bolcheviks-léninistes des divers pays luttent dans les rangs des milices du P.O.U.M. Nos camarades ont participé à de nombreuses luttes très dures et notamment à la défense de Casetas de Quicena et à la prise de Mont Aragón.

Les bolcheviks-léninistes engagés dans les milices du P.O.U.M. ont eu des morts et de nombreux blessés. Parmi ceux qui sont renvoyés du front figurent des camarades qui ont passé de longs mois à l'hôpital à cause de leurs blessures ou maladies contractées au front.

A la charge des camarades renvoyés, la direction du P.O.U.M. mise finalement au pied du mur, invoqua la propagande « trotskyste ».

Les bureaucraties du P.O.U.M. rejoignent les stalinistes dans la répression contre les éléments révolutionnaires. Malgré l'abondant matériel dont nous disposons, nous nous refusons à rendre publique, pour le moment, tous ce que nous savons sur les agissements des bureaucraties centristes. Nous nous refusons à donner des arguments à la réaction stalinobourgeoise contre le P.O.U.M.

Nous attendons seulement le moment où il nous sera permis de parler élan aux ouvriers révolutionnaires. Néanmoins, les ouvriers révolutionnaires du monde entier qui apprendront ces faits seront eux-mêmes capables de tirer les conclusions. Assez pour le moment.

Au nom d'un groupe de miliciens bolcheviks-léninistes.

## L'assassinat des frères Rosselli

L'Opera, la police secrète du fascisme italien, vient d'accomplir encore un de ses crimes les plus monstrueux. A Bagnole-de-l'Orne, elle a exécuté à coups de poignard les deux frères Rosselli, journalistes antifascistes italiens.

Les assassins courent encore et courent pour longtemps, car ce n'est pas en France qu'il faut les chercher, mais à Rome. A Paris et en France, pourtant, il y a pas mal de leurs complices. Mais la police, même si elle s'appelle police du Front Populaire, se gardera bien de les dérangier. Par contre, on peut être certain qu'une nouvelle vague de terreur s'abattra contre les ouvriers révolutionnaires étrangers.

C'est comme ça que les Herriot, les Daladier, les Blum et leurs soutiens stalinistes « luttent » contre le fascisme !

## ALERTE pour votre journal

Nous n'avons reçu cette semaine que la somme de 421 francs, et nous avons failli ne pas paraître.

Notre retard est dû au manque d'argent. La vie de LA LUTTE est donc en danger, en danger par l'absence d'effort systématique de tous, malgré les efforts admirables de certains, qui vont jusqu'à se priver du nécessaire, pour faire vivre le journal.

Une telle situation ne peut durer. Les moyens d'aider LA LUTTE ? Nous les avons déjà indiqués.

Chaque cellule doit placer cette préoccupation au premier planif Phalange régulière, chez les adhérents, Souscription systématique chez les sympathisants, Prospection systématique des abonnés.

Rédaction impitoyable des comptes. Hors de là, point de salut ! A la porte les négligents et les saboteurs ! Leurs noms seront désormais donnés dans le journal.

VITE, UN EFFORT DECISIF DES COTES SEMAINE !

## Contre Doriot, Souscrivez

|                                                                         |         |
|-------------------------------------------------------------------------|---------|
| Total des listes de souscription reçues pour la campagne de Saint-Denis | 450 frs |
| Collecte faite au meeting du P. O. I. et de l'Etoile Nord-Africaine     | 130 —   |
| Souscription Laury                                                      | 200 —   |
| Collecte faite parmi les ouvriers des Compteurs O.S.                    | 60 —    |
| Total général                                                           | 840 frs |

Camarades, plus que jamais il faut souscrire ! Il faut aider les camarades du P. O. I. de Saint-Denis. Souscrivez au Compte Chèque Postal : K. Caussin : N° 211.981.

27, rue de Strasbourg, SAINT-DENIS (Seine).

POUR SAINT-DENIS

Tous les camarades de Paris disponibles devront se rendre dimanche le plus tôt possible à la permanence du P. O. I. de Saint-Denis, 27, rue de Strasbourg.

(Autobus : 9-48-42-53. Descendre : Mairie de Saint-Denis).



# ★ LES LUTTES OUVRIÈRES ★

## Comment lutter contre le sabotage des congés payés

Le droit aux Congés payés, acquis par les travailleurs en juin 1936 par l'occupation des usines, est devenu une question tellement compliquée que tous les journaux dits ouvriers s'évertuent à donner des explications aux travailleurs qui pour la première fois vont, dans l'ensemble, profiter des vacances (en 1936, il n'y en a eu que la moitié qui en bénéficiaient). Aucune de ces informations ne vise à simplifier la législation qui s'instaure, au contraire plus ça se complique, plus ces juristes sont à l'aise.

La loi du 20 juin 1936, traduisant le rapport des forces à ce moment, instituait le principe des 15 jours de congés payés. Depuis, à mesure que le mouvement ouvrier subit un reflux, décrets et circulaires ministérielles foisonnent : décret du 1<sup>er</sup> août 1936, circulaires des 6, 23 et 24 juillet 1936, des 28 avril et 27 mai 1937. Nous ne citerons pas toutes ces réponses ministérielles, à des questions écrites.

A travers tous ces textes officiels, il n'est possible que de comprendre que le droit aux congés payés se réduit de plus en plus. La revendication des 15 jours de congés pour tous les salariés reprend de l'actualité, et ceux-ci ne toléreront pas qu'une partie d'entre eux en soit exclus parce que les caisses de compensations n'existent encore pas, parce que le temps de travail depuis la dernière période de chômage est insuffisant, parce que les congés pour maladie, la période militaire ont réduit à moins de 800 heures pour six mois ou 1.600 heures pour un an le nombre d'heures de travail, etc.

Nous n'allons pas examiner ici en détail tous les textes officiels et les cas particuliers difficiles à résoudre et nous demandons à nos camarades de nous les soumettre, nous nous efforcerons d'y répondre.

### Le sabotage des Congés payés en 1937

Pour que tous les travailleurs bénéficient des quinze jours de congés payés et des avantages divers tenant compte de leurs faibles ressource :

réduction des voyages en chemins de fer, facilité de trouver des pensions à bon marché, il faudrait une politique de loisirs. Il y a bien un M. Léo Lagrange chargé de s'occuper de ces questions, ne sollicitons pas trop ses interventions car la première aigue mal des suivantes.

Pour avoir un billet populaire de chemin de fer il oblige les compagnies à délivrer des carnets valables cinq ans. Et pour obtenir ces carnets il faut faire une demande spéciale légalisée par le commissaire de police, accompagnée d'une photo d'identité et verser cinq francs si l'on n'est pas pressé et vingt francs si l'on veut être certain de pouvoir retirer le carnet 15 jours plus tard. La démocratie n'est pas le fait de ce gouvernement qui ne néglige pas « le petit commerce ».

Bref imaginons que chaque ouvrier entre en possession du carnet, il faut ensuite trouver un coin de province où aller se reposer.

C'est alors qu'apparaît le véritable sabotage. Le patronat fait ce qu'il veut, encouragé par le silence du gouvernement et de la C.G.T.

Il paraît que cette année il n'est pas possible de réglementer les départs, les patrons ne se prêteront pas à l'opération. Alors les usines et ateliers fermeront deux semaines d'écart dans le même moment en août des milliers de travailleurs dans tous les endroits où il est possible de se loger. L'effet produit sera celui désiré par la bourgeoisie. Des quantités de travailleurs seront mécontents, les uns parce que n'ayant pu partir à cause de l'embouteillage inouï, d'autres parce que profitant de la courte durée de la période de vacances des commerçants les auront égarés et enfin seront mécontents toutes les catégories de travailleurs : garçons de café, cuisiniers, musiciens, etc., qui auraient pu escompter voir disparaître en partie le chômage grâce à une activité répartie sur une période de plusieurs mois.

Pour que tous aient droit aux congés payés, pour que les départs et les séjours soient organisés au mieux des intérêts des travailleurs, il faut qu'eux-mêmes s'en occupent. Cela fait partie de notre programme d'action, seul le gouvernement ouvrier et paysan leur donnera cette garantie.

## Soutenons les laveurs en grève

Depuis le 11 mai 400 ouvriers nord-africains, laveurs de voiture sont en grève. Depuis le contrat collectif les ouvriers étaient tenus à laver 12 voitures par jour. Le patronat exigea 24 voitures non entièrement lavées. En réalité il s'agissait d'imposer un précédent et d'exiger demain 24 voitures lavées.

En riposte à cette manœuvre les travailleurs nord-africains se mirent en grève. Pas un journal n'en a parlé. Le Syndicat albaux vingt sous par jour aux grévistes ! La rue Lecomte joua son rôle. Le Front Populaire ne l'engraissa pas pour rien. Elle enrôla des chômeurs nord-africains comme jaunes et provoqua des bagarres. Douze arrestations furent opérées. Trois ouvriers viennent d'être condamnés à un mois de prison chacun. Oul ou non la C.G.T. veut-elle faire le lit de Doriot ?

La complicité du silence qui entoure cette grève est une indignité. C'est une conséquence de la politique de la C.G.T. Il faut d'urgence que les camarades Nord-Africains, constituent leur Comité Central de grève.

Que ce Comité dirige la grève, centralise et répartisse les fonds.

Que des délégations se rendent à la Fédération des Transports, à l'Union des Syndicats de la R.P., à la direction de la C.G.T. et demandent un soutien financier qui est un dû.

En outre, il faut alerter les ouvriers dans les usines avoisinantes, se mettre en relation avec leurs délégués, faire appel à leur solidarité et à leur appui.

Constituer des délégations auprès des Pouvoirs Publics, pour exiger la libération des camarades emprisonnés.

Se mettre en relation avec le Comité des Chômeurs du 15<sup>e</sup> et demander son appui dans les piquets de grève.

La solidarité ouvrière entre ouvriers français et algériens et l'élargissement de la lutte, sont les conditions du succès.

Cet abandon des grévistes Nord-Africains est une honte, il faut par la pression directe des ouvriers briser la résistance des directions syndicales.

## Chez Thiant

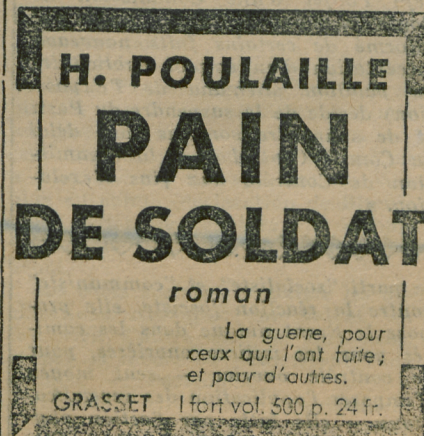
Le gouvernement trouve de l'argent pour les patrons

Le Conseil d'administration de l'usine de caoutchouc de Thiant, dont faisait partie autrefois Jules Moch, se sert de son personnel pour attirer l'attention du gouvernement de Front Populaire.

C'est ainsi que la menace de licenciements de 150 ouvriers et employés sur 500 que compte l'ensemble du personnel, était faite sous prétexte de déficit dans la gestion. Celui-ci aurait dû aussitôt lutter pour l'établissement du contrôle ouvrier et la suppression du secret commercial au lieu d'envoyer des délégations au Ministère de l'Economie nationale et ainsi se faire les complices de la Direction.

Rueffs ayant mis opposition à ce que la banque alsacienne face l'avance, ce sont les Banques populaires qui prêtèrent 500.000 francs pour éviter les licenciements et permettre aux représentants du Front Populaire de continuer à crier bien fort à la reprise économique.

Une fois de plus des patrons pourrissent à louer le gouvernement de Front Populaire. Les ouvriers eux sauront tirer la leçon de l'histoire et lorsqu'à nouveau la Direction fera une telle question, ils demanderont à gérer eux-mêmes leur entreprise.



## A LYON

## Comment les ouvriers de chez Gillet ont été trahis

Les événements qui se déroulent autour de la grève des Usines Gillet, montrent que nous avons raison d'avoir des inquiétudes sur la conduite de ce mouvement.

Les usines ont été évacuées.

L'évacuation s'est produite sans incidents. On a fait croire aux grévistes que des pourparlers allaient s'engager et que le conflit serait assez vite liquidé.

Les travailleurs ont évacué en confiance et aujourd'hui ils se rendent parfaitement compte qu'ils ont été trahis.

Aucune conciliation n'est en vue à l'heure où nous écrivons ces lignes. Bien au contraire, différents brimades se multiplient.

Quand on lit la grande presse lyonnaise on est tenté de croire que le calme le plus complet règne parmi les travailleurs.

Il en est tout autrement.

Un grand mécontentement s'est emparé d'un grand nombre de grévistes : les bonzes syndicaux pourrissent de tant qu'ils voudront.

En nous affirmant qu'un certain nombre d'ouvriers menacent de passer au Syndicat chrétien. Il sera facile par la suite de contrôler si cela est exact.

En tout cas, à plusieurs reprises, le comité de grève s'est plaint de certaines négligences. Le gouvernement de Front Populaire a été mis en cause.

La semaine dernière, le Préfet du Rhône a expédié le Dossier du conflit à la Présidence du Conseil. Il lui était impossible, paraît-il, de solutionner cette affaire.

Quarante-huit heures plus tard l'ordre d'évacuation était donné.

Ce fait est significatif : le gouvernement et les Pouvoirs publics ne veulent pas lutter contre la firme Gillet. Ils ont poussé les ouvriers à l'évacuation.

Samedi dernier, la direction réformatrice a tenu un grand meeting ; naturellement il fallait organiser cette manifestation toute platonique pour « essayer » de « rassurer » les grévistes.

Nos camarades de Lyon et de Villeurbanne, avaient dès le début du conflit, mis les ouvriers en garde. Dans un appel que la « Lutte » a reproduit, nous avions tenu à montrer aux grévistes la seule voie possible pour entraver les manœuvres des capitulaires et faire reculer le sire Gillet.

Les ouvriers ont préféré faire toute confiance à leur Direction. C'est leur affaire. Ils pensent qu'ils doivent faire leur expérience jusqu'au bout.

A Villeurbanne en particulier, une action incessante de la cellule du Parti ouvrier internationaliste a mis quotidiennement en garde les travailleurs.

Maintenant que le conflit est entré dans une phase aiguë et au désavantage des travailleurs, les bonzes syndicaux tentent de faire croire aux grévistes que le mouvement a été torpillé par les « trotskystes ».

C'est le coup classique.

MM. les bonzes couvrent leur trahison.

Mais notre Parti ouvrier internationaliste ne sera pas dupe de ce chantage. Nous nous préparons à la riposte et les liaisons que nous avons pu établir à l'intérieur des usines nous aideront dans notre travail de clarification.

## Que veut le P. O. I.

C'est une brochure (24 pages) de propagande qui résume notre politique et contient notre programme d'action.

Dès maintenant... Passez vos commandes de la brochure :

Prix de vente : 1 franc. Livré au prix de :  
les 10 exemplaires ..... 8 fr.  
les 50 ..... 27 50  
les 100 ..... 70 fr.

## Chez les techniciens à propos du centre de documentation

Ce Centre a publié en mai son premier travail sous la forme d'une brochure de 80 pages. Dès le premier coup d'œil, il apparaît que les auteurs ne veulent suivre ni M. Coutrot, ni le Ministère de l'Economie Spinasse, ni même Laurat.

S'il est juste et indispensable que des militants du mouvement ouvrier aient la volonté de vérifier par eux-mêmes les diverses propagandes en circulation, au de pouvoir diriger la leur propre, il n'est pas moins juste et pas moins nécessaire de travailler suivant une méthode éprouvée si l'on veut mener à bien l'étude entreprise. Le titre choisi comme raison sociale par l'organisme d'étude de la F.D.T. « Centre de Documentation », semblait nous garantir une bonne méthode scientifique. D'abord, ramasser une documentation sur les « faits » économiques et sociaux, ensuite, bâtir sur la juste interprétation dialectique de ces documents, la tactique des luttes syndicales ainsi que la critique des démagogues. (Signalons en passant, comme un clair exposé méthodologique d'une élaboration syndicaliste de la tactique, la brochure : « La troisième période d'erreurs de l'Internationale Communiste » par Léon Trotsky.)

Malheureusement, dans son premier travail, le Centre de Documentation a complètement négligé de réunir des faits et des statistiques sur la situation économique des diverses industries des principales régions du pays, sur la situation de l'embauche dans ces industries, sur les salaires et traitements, les statistiques des mouvements revendicatifs, leur orientation, etc. Le Centre de Documentation n'a pas voulu entreprendre la première et la plus importante étape de l'œuvre qui lui était dévolue, il n'a pas voulu faire de la Documentation (on ne peut pas compter comme un travail sérieux, la moitié de la page 66 copiée dans « Le Populaire »).

Les auteurs de la brochure ont entrepris immédiatement la critique des discours et articles propagandistes de MM. Spinasse et Coutrot, ils ont entrepris également de réviser, réformer l'orientation de la Fédération des Techniciens dans ce qu'elle a de plus sérieux et progressif. En dehors d'une base documentaire solide — ce qui semblait devoir être nécessaire de la part d'un Centre de Documentation, — critiques, révisions, réformes auraient dû être étayées sur les principes éprouvés et adoptés par les grands lutteurs et théoriciens des luttes de classes. On chercherait en vain, tout au long de cette « étude », une seule référence principale citée à l'appui d'une affirmation, d'une réfutation, il n'y en a pas.

En dehors des faits, en dehors des principes, les auteurs ont dû puiser en eux-mêmes, dans leur propre imagination, les sources de l'inspiration. Pour les matérialistes, dialecticiens ou non, ce numéro 1 de la « Revue Syndicale économique et sociale », éditée par le Centre de Documentation, a une orientation nettement réactionnaire.

Sans nous arrêter aux discussions byzantines avec MM. Spinasse et Coutrot, ni aux réveries nouvel-âgeuses sur l'âge de l'abondance et le Plan de la C.G.T., donnons seulement quelques lignes en exemple des réformes réactionnaires proposées gratuitement pour l'orientation de la F.D.T.

Nous apprenons pour la première fois cette position des Techniciens sur les Nationalisations : « Aussi la seule méthode possible consistera à indemniser les propriétaires en amortissant progressivement sur les exercices futurs la valeur des biens expropriés ; autrement dit, en transformant les actionnaires en rentiers de l'Etat. »

Et comme moyen de soumettre les gros capitalistes à l'expropriation :

« La simple menace de récupérer les impôts correspondants aux bénéfices dissimulés jusque-là, une alusion (sic) un peu ferme (sic) à l'exhumation (resic) des vieux dossiers d'enquête relatifs aux bénéfices de guerre et dommages de guerre, leur feront accepter... »

C'est aussi pour la première fois, qu'un plan du Contrôle ouvrier (p. 61), qui déposait naïvement la classe ouvrière du Contrôle au profit du « Conseil Supérieur de l'Economie »,

est porté à la connaissance du public par la Fédération des Techniciens.

Il faudrait une dizaine de pages pour signaler les plus graves fautes, contre la lutte des classes, même contre la simple logique ou la précision dans le langage, dans cet écrit. Il faudrait plus d'une centaine de pages pour débrouiller cet échec d'erreurs et les corriger.

Faute de temps et de place, nous nous contenterons de dire à nos camarades de la Fédération des Techniciens, qu'à notre avis cet essai malheureux comporte un enseignement très important pour l'avenir de cette jeune Fédération syndicale qui a devant elle d'immenses possibilités, grâce à son indépendance relative vis-à-vis des vieux chefs corrompus à la Jouhaux-Frachon. Cet essai illustre ce qu'il ne faut pas faire pour créer un mouvement viable, et capable de se diriger seul. L'unique garantie pour la Fédération des Techniciens réside dans le sérieux de sa volonté de venir en aide au prolétariat de qui elle tient toutes ses possibilités revendicatives actuelles. Ni le prolétariat, ni les Techniciens n'ont rien à attendre d'un travail bâclé.

## Dans l'aviation Les chefs stalinistes contre les techniciens

Les dirigeants stalinistes de la Fédération des Métaux, coalisés avec les Patrons contre les intérêts des Techniciens et Employés.

Un article paru dans La Lutte Ouvrière du 3 juin mettait en garde nos camarades techniciens de l'aviation contre l'attitude des dirigeants de la Fédération des Métaux qui ne pouvaient tolérer que les techniciens continuent malgré la pause à défendre une convention nationale de l'aviation. Les pseudo-nationalisations et la décentralisation de cette industrie justifiaient pleinement la lutte pour une convention nationale avec salaires nationaux.

Pour éviter qu'un courant de mécontentement se manifeste parmi les ouvriers de l'aviation et aussi pour satisfaire à leur désir d'hégémonie dans la C.G.T., les stalinistes de la direction ont torpillé les revendications des techniciens. Ces gens-là emploient n'importe quel moyen pour arriver à leurs fins : domestiquer les organisations syndicales. On sait que la Fédération des Techniciens a manifesté son désir de rester une organisation honnête, notamment en se prononçant contre l'arbitrage obligatoire et les dirigeants stalinistes des fédérations ouvrières qui n'ont jamais rien compris au problème des classes moyennes, ne l'utilisant que comme spectre pour freiner les ouvriers, ne tolèrent pas que cette Fédération des Techniciens échappe au contrôle de l'appareil du P.C.

Peu soucieux des intérêts des salariés techniciens et employés, ces imperialistes veulent les diviser en les faisant passer aux Fédérations ouvrières. C'est dans ce but que Croizat est intervenu auprès du Ministère de l'Air pour faire arrêter la discussion de la convention nationale des Techniciens de l'Aviation. Cette alliance des dirigeants de la Fédération des Métaux et des Pouvoirs publics a rencontré le meilleur accueil des patrons et le 11 juin les pourparlers étaient rompus. Cette initiative de Croizat doit être connue de tout le monde ouvrier, il faut que l'on sache où conduit le poison staliniste, le front unique avec le patronat contre les intérêts des salariés. Voilà comment maintenant on cherche à démontrer l'impuissance d'une organisation.

Camarades ouvriers, techniciens et employés il faut réagir dans vos syndicats, dénoncer sans relâche cet accouplement du stalinisme et de la bourgeoisie. Il faut extirper du mouvement ouvrier ces mœurs dignes seulement de la classe que nous combattons.

## Chronique de Marseille

### Stalinisme et Syndicats

La huitième Union régionale de la C.G.T. est dirigée en majorité par les stalinistes avec Médéclou au poste de secrétaire régional, seule l'Union locale est encore dirigée par les anciens confédérés avec Armand comme secrétaire, mais petit à petit le grignotement s'opère et syndicat après syndicat les stalinistes sont bien pressés de remporter la direction locale ayant déjà en mains les syndicats les plus importants. Si les ouvriers profitaient de cette main-mise sur les directions syndicales par les bureaucrates stalinistes nous applaudirions de tout cœur et ce serait normal car nous de la Compagnie des Docks vient d'être jeté, par une manœuvre maladroite à 5 voix contre 6 de la Direction de ce syndicat.

Camarade actif, compétent, dévoué à l'extrême, il a fait ses preuves toujours et encore aux récentes grèves qu'il dirigea avec maîtrise et brio. A la veille d'un nouveau conflit provoqué par la Compagnie, c'est là une grave erreur des membres du Conseil syndical qui ont mis à sa place un certain Thévenet, stalinien, mais jeune syndiqué d'un an à peine. Si la valeur n'attend pas le nombre des années, la compétence et l'ancienneté au syndicat doit tout de même compter quand un camarade a surtout la confiance entière des Syndiqués et un passé de syndicalisme au-dessus de tout soupçon, d'autant plus que depuis longtemps ce camarade sympathisait au communisme, sauf depuis les procès de Moscou qui lui avaient jeté un doute dans son esprit de militant S.F.I.O. Est-ce pour cela qu'on l'a fait débarquer ou pour conduire les employés et ouvriers de la Compagnie des Docks à un échec comme les métallistes. Répondez, Messieurs les Dirigeants stalinistes, il est temps que vos explications viennent claires et précises pour justifier une action que nous sommes, avec les syndiqués que nous soutenons, à désapprouver entièrement.

Sinon, nous croirons avec tous que vous voulez la mort du syndicalisme et de la démocratie syndicale, que vous n'appliquez jamais, comme Staline votre Maître et Dieu en U.R.S.S. naturellement !

G. LAGORCE,  
Cheminot révoqué.

### APPEL AUX MUNICIPAUX DE MARSEILLE !

Camarades,

C'est le mort dans l'âme que nous voyons notre Syndicat Général malade d'une léthargie endémique, qui nous fait frémir pour un avenir très proche.

La question de l'échelle mobile des journaliers (bien sûr, sinon déjà plus nombreux que les titulaires) est un problème urgent de l'heure ! C'est tout l'avenir des titulaires qui est en jeu et leur échelle aussi ! L'indice à 750, ça ne vous dit rien, camarades !

Nous nous étonnons que les titulaires ne pensent pas mieux à leur échelle de misère les journaliers, c'est un grave oubli, car un jour on donnera peut-être la mobile à ces derniers ! Mais ça pourrait bien être sur le dos des titulaires et la combine, diviser pour régner ferait bien le jeu des stalinistes qui ne demandent qu'à pêcher avec le P.P.F. en une trouille et naïveté de la politique municipale.

La cellule bolchevick-léniniste Municipaux.

## A Saint-Denis votez pour

Voici la liste présentée par le Parti Ouvrier Internationaliste :

Maurice IACHE, membre du P.O.I., grand mutilé des milices antifascistes espagnoles, colonne Internationale, sur le Front d'Huesca.

PHILIPPE, membre du P.O.I., combattant des milices antifascistes espagnoles dans la colonne Internationale, blessé sur le Front d'Huesca.

Fred ZELER, membre du Bureau Politique du P.O.I.

Rébert CAUSSIN-VERD, représentant de commerce, secrétaire de la Cellule de St-Denis du P.O.I.

André DAUDENTHUN, membre du P.O.I., ouvrier métallurgiste syndiqué.



## Comment briser l'offensive du capital

(Suite de la première page)

### La tactique du P.O.I.

Cette situation, si elle ne signifie pas, à causes des capitulations socialistes et communistes, une crise ministérielle immédiate, elle signifie en tout cas un conflit gigantesque, entre le patronat et la classe ouvrière, dont l'issue décisive est rendue plus imminente, et son caractère plus aigu, par les trahisons parlementaires.

La réaction et les radicaux, s'ils réussissent à faire mordre la poussière aux chefs socialistes et communistes qui ne demandent qu'à s'appliquer, et à rester dans le cadre de la légalité parlementaire, différencieront s'il le faut jusqu'à octobre, le coup de balai décisif.

Mais, dans l'intervalle, MM. les chefs du Front Populaire ne font rien pour porter le conflit sur son véritable terrain, celui des masses, hors du Parlement.

Les chefs syndicaux, Jouhaux et Cie, pour avoir essayé quelques phrases équivoques, dictées par la pression ouvrière de la grande organisation syndicale, se sont effrayés, eux-mêmes, et se contentent du répit parlementaire, et des vacances.

C'est donc aux P.O.I., à l'avant-garde disposés cependant à appuyer toute action de lutte effective, de mener, seuls, le véritable combat sur son véritable terrain, contre la réaction fasciste et contre le Patronat.

La tâche du moment, c'est de souder le Front unique de lutte des ouvriers socialistes, communistes, anarchistes, cégétistes, trotskistes, pour les objectifs ci-après :

1. Balayer les ministres radicaux, les hommes directs de l'impérialisme, de l'ennemi, dans le Front populaire.

2. Prendre l'argent dans le budget des marchands de canons ! Prendre l'argent, en expropriant les chefs de l'offensive patronale. Arrestation et expropriation de Moreau-Wendel, Rotchild-Finlay, qui sont les vrais maîtres de Doriot-La Rocque et des chefs radicaux.

3. Bâtir les milices ouvrières pour détruire la vermine fasciste qui relève la tête.

4. Dans chaque usine, dans chaque village, dans chaque quartier, construire un Comité de lutte englobant toute la masse et se fixant comme objectif : Contrôle ouvrier et paysan, sur la production et les banques, seul moyen de faire payer les riches, de maintenir et d'améliorer les conquêtes de Juin.

La nationalisation des Banques par la fusion des Banques en une seule et l'expropriation des gros capitalistes.

Première étape dans l'usine : Contrôle sur l'embauche et la débauche !

Camarades communistes, socialistes, travailleurs, telle est la seule voie pour résister et attaquer dans l'immédiat.

Telle est la seule voie, pour préparer le Gouvernement des masses, le Gouvernement ouvrier et paysan, qui anéantira la réaction, le fascisme et le capitalisme.

## Et après Blum ?

Une camarade nous écrit : "Je vous remercie de vos journaux "Lutte Ouvrière". Je l'ai trouvé en harmonie complète avec mes idées et je suis en plein accord avec vous. Mais j'ai un mari qui a horreur des Trotskistes. Il est pour Blum, et socialiste cent pour cent. Vos journaux lui ont plu, mais ce qui le rend furieux, c'est le mépris du Front populaire. Car ces idées sont celles-ci : si Blum n'est pas rouge comme nous le voudrions, ce serait folie de le tomber, car les radicaux viendraient au pouvoir ou pire peut-être encore, un Laval. Les masses vraiment pures et rouges ne sont pas prêtes. Il faut soutenir Blum pour poursuivre l'organisation des 40 heures, car si Blum est encore trop modéré c'est un des moins salauds. Les Laval et Cie, les Jésuites, les réactionnaires, les sales bourgeois ont été pires, et la droite n'a qu'un désir, renverser Blum."

La lettre de notre camarade est pleine d'intérêt, parce qu'elle exprime honnêtement le point de vue qui est celui de la grande masse des ouvriers socialistes et communistes. Ces derniers ont perdu confiance en Blum mais ils veulent le soutenir comme LE MOINDRE MAL. Nous devons dire que nous comprenons parfaitement le sentiment profond qui dicte une telle position.

Pour notre part, contrairement aux chefs stalinistes de la III<sup>e</sup> période qui qualifiaient bêtement les chefs socialistes de "social-fascistes", nous faisons une différence entre la réaction fasciste d'une part, et le réformisme ou néo-réformisme - stalinisme -, d'autre part. Contre la réaction fasciste nous pratiquons le front unique d'action y compris avec les réformistes.

La règle du front unique est : Marcher séparément, frapper ensemble selon l'expression de Lénine. C'est pourquoi aujourd'hui, contre la réaction fasciste déchaînée, non pas tant contre le gouvernement Blum que contre ce qui reste des conquêtes de juin, nous disons : Mobilisation de tous les ouvriers et de toutes les classes moyennes dans les comités pour mieux résister et prendre l'offensive. Les conquêtes de juin ont été imposées au capital et aussi à Blum par l'occupation de masse ; de même elles ne seront défendues contre la réaction que par l'action de masse organisée.

Mais dans le même temps nous ne prenons aucune responsabilité politique ni pour Blum, ni pour le programme du Front populaire, ni pour ses initiateurs les stalinistes. En effet c'est l'alliance des chefs radicaux, des chefs "socialistes", des chefs "communistes" sur un programme laissant croire que le pain, la paix, la liberté sont possibles dans les cadres du régime capitaliste, qui est à l'origine de la catastrophe. Dans cette faillite, les trotskistes ne veulent et n'ont à prendre aucune responsabilité, parce qu'ils n'ont cessé de dire : le capitalisme pourrissant pose la tâche immédiate de la Révolution Socialiste. C'est pourquoi aujourd'hui la IV<sup>e</sup> Internationale, après la faillite de Blum-Thorez, constitue la seule planche de salut pour le prolétariat révolutionnaire. Elle fait front avec

## AVANT LE CONGRÈS DES J. S. R.

C'est le samedi 3 et dimanche 4 juillet prochain que se tiendra le Troisième Congrès National des J. S. R. de France.

Le Troisième Congrès marquera une étape importante dans le développement de notre organisation, tant sur le domaine politique que sur le recrutement.

La J.S.R. de France depuis le 5 janvier 1936 date de sa fondation s'est développée parallèlement à la décomposition de la jeunesse dite communiste et de la jeunesse socialiste qui sont devenues des organisations petites bourgeoisies de sports et de loisirs.

La J.S.R., dans la période présente apparaît aux yeux des éléments les plus combattifs comme la seule organisation marxiste et prolétarienne de la jeunesse, qui rassemble les jeunes travailleurs dans une lutte acharnée contre le régime capitaliste sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans la région parisienne, la J.S.R. bien que numériquement faible comparée aux J.C. est de loin l'organisation la plus active et la plus combattive et apparaît comme le seul pôle attractif surtout depuis la dissolution.

### SUR LE CAS PÉRO

Le Bureau Politique du Parti a été informé d'une série nouvelle de faits relatifs à l'activité personnelle de Péro, qui est membre du P.O.I. (Péro n'est pas membre des J.S.R. et n'appartient à aucun organisme responsable, ni du Parti, ni des J.S.R.). Après un premier examen, le B.P. a adopté la décision suivante :

« Le B.P. constatant que Péro est déjà l'objet d'une Commission de Contrôle, depuis le 23 mai, ayant été informé de certains faits nouveaux (acceptation d'un emploi publicitaire au pavillon allemand de l'Exposition) décide de le suspendre du Parti et de soumettre son cas sans délai au Comité Central et à la Commission de Contrôle aux fins d'exclusion. »

Le parti "socialiste" et "communiste" contre la réaction fasciste, elle propose le Front unique dans les comités pour les milices ouvrières, pour le contrôle ouvrier -- seul moyen d'imposer l'application des revendications -- elle lutte par l'action physique contre les bandes fascistes. Elle dresse les masses contre les chefs radicaux, agents des deux cents familles dans le Front populaire. Mais dans le même temps elle explique patiemment aux ouvriers : Il faut se préparer sur la base du programme socialiste à briser l'Etat bourgeois et ses laquais et à donner tout le pouvoir aux comités ouvriers, paysans, soldats.

Lisez « UNSER WORT », organe mensuel de la section allemande I.K.D. Le Lée, Onderwisstr. 33. Anvers. Abonnements : 12 numéros ..... 3 fr. 24 numéros ..... 15 fr. (Pour la IV<sup>e</sup> Internationale.)

solution de l'Entente des P.S. de la Seine dirigée par la « Gauche Révolutionnaire ».

Depuis les exclusions prononcées par le Comité National mixte des J.S. et la fusion réalisée par le courant le plus progressif avec la J.S.R., on peut dire que pratiquement, jusqu'à maintenant les dirigeants réformistes n'ont pas pu réformer une entente de J.S. dans la Seine. Quand au petit noyau d'exclus qui s'est refusé à fusionner avec la J.S.R. il est en complète liquidation et disparaît de la scène politique, faute de perspectives nettes et victime de son confusionnisme.

En province la J.S.R. a enregistré des progrès très importants. Dans des régions où nous n'avions rien ou très peu d'éléments, des adhésions nombreuses de J.S. ou de J.C. ont renforcé nos positions.

Pour la première fois depuis notre fondation, il y aura pour notre troisième Congrès une forte proportion de délégués de nos cellules de province qui apporteront le résultat de leurs efforts et de leurs expériences.

Dès maintenant la discussion sur les rapports du Comité Central des J.S.R. se poursuit à travers les cellules.

Pour la région parisienne, à partir de cette semaine, dans chaque cellule, un membre du C.C. descendra développer les rapports politiques et organisationnels afin de faciliter la discussion.

Toutes les opinions les plus diverses doivent se manifester. Un premier bulletin intérieur de discussion sortira cette semaine et sera à la disposition de tous les camarades qui le réclameront.

Un second Bulletin de discussion paraîtra dans la semaine qui précédera le Congrès. Tous les camarades de Paris ou de province qui désireraient y faire passer un article ayant trait aux rapports du Congrès doivent l'envoyer rapidement au Secrétariat-administratif des J. S. R. avant le 15 juin, dernier délai.

Les camarades des cellules qui désiraient avoir d'autres rapports du C.C. doivent les réclamer au centre qui les vend au prix de 1 fr.

### BIBLIOTHEQUE

Pour ten éducation marxiste, abonnez-vous à notre Bibliothèque.

Prix : 5 francs. Permanence, tous les mardis, vendredi, samedi, de 6 à 8 heures.

Nous publierons dans notre prochain numéro, une interview du camarade Trotsky sur la Quatrième Internationale.

IMPRIMERIE CERBONNET, 27, rue de la Folle-Régault, PARIS-XI<sup>e</sup> Tél. : Raquette 52-93.

Le Gérant : AIACHE

## Le P.O.I. aux côtés des ouvriers Nord-Africains

(Suite de la première page)

DANS LE XV<sup>e</sup>

### Meeting pour le soutien des grévistes

Samedi 12 juin, s'est tenu rue Cambronne un meeting organisé par le P.O.I. aux côtés des ouvriers algériens, pour soutenir les lèveurs de voitures Nord-Africains, en grève depuis 18 jours à Levallois. Plus de 800 ouvriers Nord-Africains avaient répondu dans le XV à l'appel de cette courageuse organisation.

Ils ne reçoivent que 0 fr. 75 de secours et par homme. La C.G.T. ne fait rien, n'appelle pas les autres syndicats à la plus élémentaire solidarité. Le Secrétaire du Syndicat des lèveurs, Barial, n'a pu que se taire lorsque des ouvriers indignés lui demandaient des comptes de cette attitude.

Le délégué syndical Nord-Africain fit un exposé remarquable sur le conflit, critiqua fort justement l'attitude des dirigeants syndicaux qui abandonnent les ouvriers Nord-Africains en lutte, mais se préoccupent fort de leur faire approuver le projet Blum-Violette qui constitue un véritable étrangement du peuple travailleur d'Algérie.

Notre camarade Sabas intervenant au nom du Parti Ouvrier Internationaliste, assura les grévistes de la solidarité de la seule organisation ouvrière française qui ait protesté contre la dissolution de l'Etelle Nord-Africaine. Il montra que le seul moyen de gagner la grève, c'était l'élargissement du conflit à l'industrie du garage et en premier lieu l'organisation de la solidarité de tous les travailleurs de la Région Parisienne. Il stigmatisa l'attitude du Front Populaire qui, par sa politique et par ses actes (Metisou) risque de jeter les Nord-Africains dans les bras de canailles fascistes, Doriot ou La Rocque. Il termina aux cris de : Vive l'Union des travailleurs de France et d'Algérie. Vive le Parti du peuple Algérien ! Vive le Parti Ouvrier Internationaliste ! La salle fit une chaleureuse ovation au représentant du seul Parti de la Métropole qui se soit occupé de la lutte des Nord-Africains.

Le camarade Messali-Hadj prit la parole pour exposer comment les dirigeants de la C.G.T. sabotent et trahissent la lutte des ouvriers lèveurs. Il demanda aux ouvriers Nord-Africains de rester malgré tout à l'intérieur de la C.G.T., de lutter pour son redressement. Lui aussi, avec une grande véhémence, dénonça le projet Violette, qui n'est qu'un leurre pour le peuple algérien et un moyen de division de l'impérialisme français.

Après cet exposé très complet du camarade Messali, le camarade Boumangel fit une intervention chaleureusement applaudie en faveur des grévistes. A la fin de la réunion une délégation fut nommée pour s'occuper de faire aboutir les revendications des grévistes. Elle comprend des délégués, Messali, Boumangel, et un membre du Parti Ouvrier Internationaliste qui apportera à nos camarades algériens le concours de notre expérience syndicale.

Après cet exposé très complet du camarade Messali, le camarade Boumangel fit une intervention chaleureusement applaudie en faveur des grévistes. A la fin de la réunion une délégation fut nommée pour s'occuper de faire aboutir les revendications des grévistes. Elle comprend des délégués, Messali, Boumangel, et un membre du Parti Ouvrier Internationaliste qui apportera à nos camarades algériens le concours de notre expérience syndicale.

Après cet exposé très complet du camarade Messali, le camarade Boumangel fit une intervention chaleureusement applaudie en faveur des grévistes. A la fin de la réunion une délégation fut nommée pour s'occuper de faire aboutir les revendications des grévistes. Elle comprend des délégués, Messali, Boumangel, et un membre du Parti Ouvrier Internationaliste qui apportera à nos camarades algériens le concours de notre expérience syndicale.

Après cet exposé très complet du camarade Messali, le camarade Boumangel fit une intervention chaleureusement applaudie en faveur des grévistes. A la fin de la réunion une délégation fut nommée pour s'occuper de faire aboutir les revendications des grévistes. Elle comprend des délégués, Messali, Boumangel, et un membre du Parti Ouvrier Internationaliste qui apportera à nos camarades algériens le concours de notre expérience syndicale.

# Appel du Parti Ouvrier Internationaliste

(Suite de la première page)

significatif que ce soit au moment de la rentrée de l'Allemagne et de l'Italie au Comité franco-anglais de non-intervention, de la venue en France du général Beck, chef d'Etat-major allemand, que le P. C. ait menacé de renverser le ministère Blum. D'ailleurs, Thorez avait déclaré quelques jours plus tôt que la chute du gouvernement Blum ne signifierait pas l'échec du Front Populaire gouvernemental. Cette déclaration signifiait que Thorez et Duclos étaient prêts à faire à Blum le même coup qu'ils avaient fait à Caballero. Cependant Blum a dominé la manœuvre des stalinistes. Mais cette comédie n'a fait que rapprocher l'heure de l'échec.

La proposition du P. C. de participer au gouvernement est avant tout l'affirmation qu'il est prêt à aller jusqu'au bout de l'union sacrée pour imposer sa politique extérieure d'alliance militaire avec l'U.R.S.S., et pour servir de frein puissant à la lutte directe des masses contre le grand capital. Dans le gouvernement capitaliste, les stalinistes ne feraient pas autre chose que ce que fait le gouvernement Blum : se mettre à genoux devant les deux cent familles, sous prétexte de collaboration du travail et du capital. L'exemple de l'activité des stalinistes espagnols dans le gouvernement bourgeois espagnol doit servir d'avertissement. En France comme en Espagne, les stalinistes seraient les défenseurs de la propriété et du régime capitaliste, les flagorneurs de l'impérialisme international, les bourreaux du prolétariat internationaliste et révolutionnaire.

Cependant, un grand nombre de travailleurs communistes croient que, dans le gouvernement, leurs chefs seraient obligés à la lutte. Ils considéreraient l'annonce du vote stalinien contre le gouvernement Blum comme un signal de combat. Le P.O.I. met les travailleurs en garde contre cette illusion néfaste. Il leur déclare qu'il n'y a de sauvegarde et d'offensive possible pour la classe ouvrière et les paysans exploités que grâce à leurs comités de masse, leurs comités d'usine, leurs syndicats, se dressant sur le lieu du travail et dans les localités, unifiant et armant leurs forces. Mais à ceux qui croient à l'action possible du P. C. en faveur des travailleurs, nous disons : que Duclos prenne directement ses responsabilités au gouvernement : vous verrez alors qu'il n'y fera

rien d'autre que suivre la voie dans laquelle il a déjà suivi les Daladier, les Cot, les Auriant et les Blum.

La voie révolutionnaire des masses, c'est celle qu'a déjà indiquée le P.O.I., et qu'il vient de tracer encre dans son programme d'action.

Depuis la "pause" et l'emprunt de 8 milliards, depuis la hausse des prix et la dévaluation, les radicaux ont ramené le Front Populaire dans la voie de Doumergue et de Laval. La dette de l'Etat augmente. Le budget de guerre augmente. Et la part de la classe travailleuse dans le revenu national continue à baisser.

La première condition pour renverser cette situation, c'est la rupture décisive des masses exploitées avec leurs exploiters, la répudiation des mensonges sur la collaboration entre le Capital et le Travail, et l'intérêt général. Cette rupture doit passer avant tout par la rupture des travailleurs et organisations ouvrières avec les radicaux bourgeois, traités aux classes moyennes : Bloc de classe ! Front ouvrier uni ! Rupture du bloc de capitulation avec les radicaux ! Voilà la condition fondamentale pour une offensive décidée des masses contre le mur d'argent, contre le fascisme et la misère du peuple !

Alors seulement il deviendra possible de résoudre la question : où prendre l'argent ?

Où prendre l'argent ? Voici les propositions qui seules peuvent permettre de résoudre le problème au profit des grandes masses, de faire payer les riches et non les pauvres :

Réduction immédiate des budgets de guerre, et utilisation des crédits pour le développement d'œuvres sociales en faveur des travailleurs ;

Augmentation très fortement de l'impôt progressif sur les grosses fortunes (revenus et capitaux) ;

Confiscation des gros héritages (pour commencer en ligne indirecte) ;

Limitation des bénéfices patronaux et bancaires ;

Restitution des sommes versées à l'Etat aux entreprises nationalisées ;

Expropriation sans indemnités des grands services publics et grosses entreprises ;

Fusion des banques et contrôle du Crédit par un seul institut central par les comités de travailleurs, employés, etc...

Bureau Politique du  
Le Parti Ouvrier Internationaliste.